

*Les subsides**[Français]*

Monsieur le Président, lors de son entrée en fonction, le présent gouvernement a dû faire face à de graves problèmes économiques causés par deux facteurs: Une mauvaise politique économique nationale et un désintérêt à l'égard des marchés internationaux. Depuis, nous avons relancé l'économie au plan national et dans nos relations commerciales.

Par exemple, nous avons créé 630,000 emplois en 20 mois, une des meilleures performances de notre histoire sur ce plan. Sur le plan international, il y a lieu de considérer seulement cinq grandes mesures.

Premièrement, au niveau de la politique monétaire, qui est si essentielle à l'économie internationale, sous l'ancien gouvernement, le Canada avait été écarté du groupe de planification de la politique internationale. À Tokyo, le premier ministre a réussi à faire élargir le groupe en y faisant accepter le Canada comme intervenant dans la politique internationale.

Deuxièmement, le Canada ne s'était pas suffisamment affirmé pour pénétrer de nouveaux marchés en Asie. Le présent gouvernement ouvre actuellement de nouveaux bureaux commerciaux à Osaka, Bombay, Shanghai et Auckland. Le premier ministre est allé lui-même en Chine, en Corée et au Japon pour promouvoir la vente des produits canadiens.

Troisièmement, les anciens gouvernements n'ont pas su tirer parti du GATT pour aider nos industries vitales comme l'agriculture. Nous jouons maintenant un rôle de chef de file à l'occasion de la nouvelle série de négociations commerciales. Nous nous sommes attachés à regrouper les pays du monde dans le cadre de nouveaux accords commerciaux.

Quatrièmement, avec notre plus important partenaire commercial, les États-Unis, nous lançons de nouvelles négociations pour protéger nos marchés et nos emplois et pour rechercher de nouveaux débouchés.

Cinquièmement, dans le domaine de l'agriculture, un premier ministre canadien a, pour la première fois dans notre histoire, soulevé la question des subventions agricoles au sommet international. Le débat a été animé, mais on a pu envisager de rompre le cycle de subventions qui impose un fardeau si injuste aux agriculteurs de toutes nos provinces.

Aucune de ces initiatives n'avaient été prises auparavant.

● (1210)

[Traduction]

Elles témoignent de la nécessité d'apporter des modifications fondamentales à nos pratiques actuelles, pratiques vouées à l'échec qui ont exclu le Canada du groupe des cinq et qui sont la cause de ce que nous accusons du retard comme partenaire commercial dans le monde. Ces pratiques ont placé le Canada dans une situation on ne peut plus pertinente à l'objet de ce débat, savoir, à la merci du protectionnisme endémique et croissant des États-Unis, sans aucun moyen d'assurer notre propre avenir et de nous affirmer dans le monde.

Évidemment, les Canadiens de toutes les régions du pays s'inquiètent des conséquences du protectionnisme croissant des États-Unis. La menace est très réelle. Les Canadiens ont tout à fait le droit d'escompter que leur gouvernement fera face à cette menace réelle d'une façon propre à les rassurer. L'affaire est trop importante pour prêter au jeu de la politique. Cela, les premiers ministres provinciaux l'ont reconnu hier soir.

J'ose espérer que les députés à la Chambre des communes sauront également en l'occurrence se soucier davantage de leur pays que des gains qu'ils pourraient marquer et qu'ils se rendront compte que l'enjeu est bien autre chose que de savoir qui, du gouvernement ou de l'Opposition, aura gagné le débat. Si nous n'intervenons pas immédiatement pour mettre en oeuvre un système plus efficace, nous risquons de voir des emplois disparaître dans toutes les provinces, dans toutes les villes et à peu près dans tous les secteurs économiques de notre pays.

M. Orlikow: Nous en perdons déjà.

M. Clark (Yellowhead): Des députés de l'Opposition disent que nous en perdons déjà. Nous en perdons indéniablement, ce qui démontre bien que le système actuel ne donne plus les résultats escomptés. L'ancien système n'est plus suffisant. Nous avons besoin d'un nouveau système qui donne de meilleurs résultats.

M. Broadbent: Le libre-échange?

M. Clark (Yellowhead): Notre devoir envers l'avenir du Canada nous commande de renforcer un système qui est faible, qui ne donne pas les résultats escomptés et qui ne fournit pas aux Canadiens les garanties auxquelles ils ont droit.

Voyons un peu ce qui se passe. L'imposition d'un droit compensateur sur le bardeau n'est que l'exemple le plus récent. Dernièrement, la Commission américaine du commerce international a mis fin à une enquête analogue aux termes de l'article 201 qui visait à interdire à nos pièces coulées et à notre jus de pomme l'accès du marché américain, en statuant que ces importations ne nuisent pas aux entreprises américaines qui fabriquent ces produits. Demain, la Commission américaine du commerce international doit annoncer sa décision pour ce qui est de savoir si les importations de fourches pour chariots élévateurs causent un préjudice aux fabricants américains.

Depuis deux ans, les autorités américaines ont imposé des droits compensateurs sur nos exportations de porc et de viande de porc, de poisson de fond frais et de filet, de framboises et de produits d'acier utilisés dans le secteur pétrolier. Des décisions seront prises d'ici quelques jours quant au lancement d'enquêtes visant l'imposition de droits compensateurs sur les importations de bois tendre et de fleurs coupées. Les enquêtes sur les mesures antidumping ont porté sur nos exportations de morue salée, de sel gemme, de canalisations et tuyaux rectangulaires en acier et de moulages de fonte. La commission américaine du commerce international a annoncé hier que selon elle, les importations de produits d'acier tubulaires de dumping et subventionnés nuisent à l'industrie américaine.

La rengaine et la liste sont interminables. La situation est d'autant plus sérieuse que nous sommes sous la menace constante d'une loi unilatérale du Congrès sur les restrictions commerciales. Comme nous savons tous, la Chambre des représentants des É.-U. a approuvé à une majorité écrasante un projet de loi très important qui, s'il était mis en oeuvre, modifierait en profondeur le droit commercial américain, et qui contient des éléments susceptibles d'avoir des effets négatifs sur les intérêts commerciaux du Canada.

Ces problèmes ne découlent pas des négociations avec les États-Unis. Ils militent plutôt en faveur de la poursuite des négociations. C'est parce que notre système actuel est rempli de failles qu'il nous faut en mettre un meilleur en place. En